



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2009

Pays : UK-Irlande du Nord

Correspondant national

Nom Prénom : **GEILLER Jean-pierre**

Profession :

Organisation :

E-mail : **jpgeiller@orange.fr**

N° Téléphone :

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

1759148

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat / le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	617400000000
Niveau territorial / entités	17821590235

3) PIB par habitant (en €)

16170

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

22169

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2009

096099

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 1 à 4 et tout commentaire relatif à l'interprétation des données fournies, le cas échéant:

Average gross annual salary includes part-time as well as full-time average

Exchange rate 0.96099

1. Source: Northern Ireland Statistics and Research Agency

2. Department of Enterprise, Trade and Investment – Northern Ireland Annual Survey of Hours and Earnings. Data relate to April 2008.

3. Office for National Statistics – First Release. Regional, sub-regional and local gross value added. Figure for GDP is not calculated and GVA have instead been provided. Data relate to 2007 (the latest available year).

4. Source: HM Treasury – Public Expenditure Statistical Analyses 2009.

5. Figures for Q1-4 are in £ Sterling.

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 1. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

161600000

7) Veillez préciser

Total approved budget 08/09 (NICtS spring supplementary estimates 08/09) for Northern Ireland Court Service (NICtS) including Non Departmental Public Bodies (NDPBs) - NI Legal Services Commission (NILSC) and NI Judicial Appointment Commission (NIJAC). £153.4m resource £8.2m capital. Please note that this figure is not included within the total state budget in Q2 because this is funded by HM Treasury's justice department.

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés ou indiquer NA (non disponible) dans le cas où ce montant est impossible à évaluer:

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	36300000
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	7800000
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	3300000
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	33800000
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	8200000
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	300000
Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	71900000

Commentaire :

Annual public budget allocated to salaries includes judicial salaries. 'Other' includes cost of capital, auditors remuneration, income, legal services commission, grant in aid, Staff travel, early retirement costs, GIA Queens University and Criminal appeals.

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années):

04/05 £142m (resource £133.5m capital £8.5m); 05/06 £137m (resource £130m capital £7m); 06/07 £164.9m (resource £158.9m capital £6m); 07/08 £155.2m (resource £149.2m capital £6m); (source: HM Treasury Spring Supplementary Estimates)

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

- en matière pénale ?
 en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

Amount of fee will depend on what the case is and which court it appears in i.e. magistrates/county/supreme

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

25000000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)**Veuillez préciser les éléments composant ce budget de l'ensemble du système judiciaire:**. Montant 161600000

Commentaire :

Q11 Based on total in 08/09 total of all magistrates, county, supreme courts, enforcement of judgements office, seizure and eviction fees.

Q12 This represents NI Court Service only, including the non departmental public bodies NILSC and NIJAC. Due to the segregation of the whole justice system, it's not possible to provide an overall figure.

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)**Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:**. Montant 87000000

Commentaire :

£83.1m grant
£3.9m Grant In Aid

14) Si possible, veuillez préciser (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	Budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	50691012	32648782

Commentaire :

Amount 08/09 spend

Only the grant can be split between criminal and non-criminal. The grant in aid cannot be split. The split is based on unaudited figures and was provided by Legal Services Commission (LSC).

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Montant

Commentaire :

PPS budget is not included within the NICtS budget and therefore this cannot be completed by NICtS.
PPS budget is included under the NIO.

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	Non	Non	Non	Non
Autre ministère	Non	Non	Non	Non
Parlement	Non	Non	Non	Oui
Cour Suprême	Non	Non	Non	Non
Conseil Supérieur de la Magistrature	Non	Non	Non	Non
Tribunaux	Oui	Oui	Oui	Non
Organisme d'inspection	Non	Non	Non	Non
Autre	Non	Non	Non	Non

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (au regard de la question 18) :

NI Court Service is the Lord Chancellor's department in Northern Ireland

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 6, 8, 11, 12, 13, 14 et 16

- 6. Spring Supplementary Estimates 08/09
- 8. NICtS Budget spend report 08/09
- 11. Spring Supplementary Estimates 08/09
- 12. NA
- 13. Spring Supplementary Estimates 08/09
- 14. Legal Services Commission
- 16. NA

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	Oui	Oui
Conseil juridique	Oui	Oui
Autres	Non	Non

21) Si autres, veuillez préciser (au regard de la question 20):

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

Where court fees are payable in a particular case, solicitors can include the cost of same as a disbursement when submitting their claim for fees

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP), veuillez l'indiquer en utilisant les bonnes abréviations).

	Nombre
Total	85211
en matière pénale	30612
en matière autre que pénale	54599

Commentaire :

Q23 Legal aid is available for proceedings in the Enforcement of Judgments Office in connection with any proceedings for which civil legal aid may be given.

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui

Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Oui	Montant en €
en matière pénale	X	
en matière autre que pénale ?	X	

Commentaire :

Criminal legal aid is available if it appears to the relevant court that the means of the person before it are insufficient to enable him to obtain representation. Otherwise, there is no prescribed income and asset test.

Civil legal aid is available if the Northern Ireland Legal Services Commission determines that an applicant satisfies the relevant financial means test. This test is based on the applicant's disposable income and disposable capital; and the legal aid may be granted subject to payment of a contribution.

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien- fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

Oui

Non

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

A person applying for civil legal aid must satisfy a 'merits test'. That is, he must show that he has reasonable grounds for taking, defending or being a party to the proceedings in question. Furthermore, he may be refused legal aid if, in the particular circumstances of the case, it appears unreasonable that he should receive it.

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le tribunal ?

une instance extérieure au tribunal ?

une instance mixte tribunal/organe externe?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

Oui

Non

Veillez préciser:

Before-the-event' legal expenses insurance is available as a standard add-on with, for example, house insurance policies. There is also limited coverage available for 'after-the-event' legal expenses insurance

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	Oui (la décision judiciaire peut porter sur la manière dont les frais de justice sont payés par les parties)
en matière pénale ?	Oui
en matière autre que pénale ?	Oui

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

**- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

See generally the 'Legal Aid – Northern Ireland' section of the European Commission's web-site regarding the 'European Judicial Network in civil and commercial matters'
http://ec.europa.eu/civiljustice/legal_aid/legal_aid_nir_en.htm

Re. Q26 – Criminal legal aid is available if it appears to the relevant court that the means of the person before it are insufficient to enable him to obtain representation. Otherwise, there is no prescribed income and asset test.

Civil legal aid is available if the Northern Ireland Legal Services Commission determines that an applicant satisfies the relevant financial means test. This test is based on the applicant's disposable income and disposable capital; and the legal aid may be granted subject to payment of a contribution.

Re. Q27 – A person applying for civil legal aid must satisfy a 'merits test'. That is, he must show that he has reasonable grounds for taking, defending or being a party to the proceedings in question. Furthermore, he may be refused legal aid if, in the particular circumstances of the case, it appears unreasonable that he should receive it.

Re. Q28 – The Northern Ireland Legal Services Commission is responsible for administering the legal aid scheme in Northern Ireland. It decides whether to grant or refuse legal aid in 'non-criminal' cases. The Commission's decisions are subject to the exercise by the High Court of its supervisory jurisdiction by way of an application for judicial review.

Veillez indiquer les sources des réponses aux questions 24 et 26:

Re. Q24 – The Finance Department of the Northern Ireland Legal Services Commission.

Re. Q26 – For civil legal aid, the main details are contained in Articles 9 and 12 of the Legal Aid, Advice and Assistance (Northern Ireland) Order 1981 [S.I. 1981/228 (N.I. 8)].

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement:

- aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? adresse Internet: Oui
- à la jurisprudence des hautes juridictions ? adresse Internet: Oui
- à d'autres documents (par exemple formulaires) ? adresse Internet: Oui

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

These are set out in various court rules and guidance notes which are available via websites eg OPSI.

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

The NIO leads a 5 year strategy to improve criminal justice services to victims and witnesses of crime. The strategy is entitled Bridging the Gap and is available on a range of websites – NIO & NICtS. There are other government led strategies that deal with victims – e.g. domestic violence and sexual violence and abuse. These strategies are jointly led by NIO & DHSSPS and are available on respective websites.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	Non	Non	Non	Non
Victimes du terrorisme	Non	Non	Non	Non
Enfants/Témoins/Victimes	Non	Non	Non	Non
Victimes de violence domestique	Non	Non	Non	Non
Minorités ethniques	Non	Non	Non	Non
Personnes handicapées	Non	Non	Non	Non
Délinquants mineurs	Non	Non	Non	Non
Autres	Non	Non	Non	Non

Commentaire :

Special measures applications can be made to a court to cover a range of issues, eg screening, taking of evidence by video link, and have the potential to be used in all of the categories above. Hearing modalities would affect ethnic minorities iro provision of interpreters, disabled persons with assistance in court proceedings via RNID.

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?

une décision du tribunal ?

un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Criminal Injury cases

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The PPS has a Victims and Witnesses policy which is available on its website. The policy details the support that the organisation provides.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The Victims and Witnesses Policy deals with the provision of information about key milestones in the process, the provision of reasons why cases do not proceed for the offence originally directed and the opportunity for a victim to provide views for consideration. The policy also allows for a victim to request a review of a decision not to prosecute and for the giving of reasons. It is also open to a victim who is dissatisfied with a decision not to prosecute a case to challenge that decision by way of judicial review.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

durée excessive de la procédure ?

non exécution des décisions de justice?

arrestation injustifiée ?

condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Q1 - No

Q2 - Orders are normally enforced in accordance with existing rules. Where orders are breached, e.g. CSO, it is the responsibility of the supervising body to bring the matter back to court for consideration.

Q3 - Civil litigation

Q4 - Not a familiar term to me. Civil remedies may be available if the term relates to slander/libel proceedings.

I think that this question also needs consideration by P & L.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc. :

The NICtS conducts a biennial customer exit survey. This has been conducted in 2005 and 2007. The results are published on the NICtS website www.courtsni.gov.uk .

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	Oui	Non
Enquêtes au niveau des tribunaux	Oui	Non

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure) du système judiciaire?

- Oui
- Non

44) Si oui, veuillez préciser :

Veuillez donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	Non	Oui
Instance supérieure	Non	Oui
Ministère de la Justice	Non	Non
Conseil supérieur de		

la magistrature	Non	Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	Non	Non

Commentaire :

Separate procedure for complaints against Judiciary and against service received by court staff. Four stage process more effective.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau). Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Nombre total
Tribunaux de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	20 + 7
Tribunaux spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	
Tous les tribunaux (implantations géographiques) (ce chiffre inclut également les cours suprêmes et/ou les juridictions supérieures)	

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés):

Magistrates Courts – Criminal Court, Youth Court, Civil Prosecutions, Domestic Proceedings, Family Proceedings, Licensing
 County Court – Family Care Cases, Small Claims, Civil Debts up to and including £15,000.00, Licensing, Equity, Uncontested Divorces, Adoption
 Crown Court – Serious Criminal Cases
 Coroners Court – Findings on death
 High Court – Civil Debt over £15,000.00, House Repossession, Bankruptcy, Chancery, Companies, Contested and uncontested Divorces, Adoption
 (number of courts are per above)

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

Please see the answer to question 183

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance.	7
un licenciement	
un vol avec violence	

20

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

A defined by Order 26 of the County Court Rules (Northern Ireland) 1981.

Veillez indiquer la source pour les réponses aux questions 45 et 48:

Organisational reference documentation.

3. 1. 2. Juges, personnels des tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents; si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer avec NA)

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 123

Commentaire :

68 full time

55 part time

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	123
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation de la réponse à la question 50 ci-dessus:

As per the information provided in question 49

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Oui	Nombre
Avez vous dans votre système des catégories de juges non professionnels ?	yes	239

Commentaire :

239 Lay Magistrates who sit with professional members of the Judiciary in Family and Youth Courts.

Lay Magistrates are also empowered to deal with Emergency Protection Orders in the Family Proceedings Court.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

Crown Court Criminal trials

High Court Civil actions

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

24890

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Veuillez indiquer NA si les données ne sont pas disponibles

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre . 795

Commentaire :

439 Court staff - 795 in total

Includes staff who work part time hours. The total figure includes staff who work in support services including finance and legal aid departments.

56) Si possible, veuillez distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

- | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----|
| - personnels non juge (Rechtspfleger ou organes équivalents), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | 29 |
| - personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | 35 |
| - personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) | <input checked="" type="checkbox"/> Oui | 731 |
| - personnels techniques | <input type="checkbox"/> Oui | |

Commentaire :

Please see below as regards non-judge staff.

35.23 staff directly support the Judiciary with their administrative and legal duties and includes 29.33 court criers/tipstaff and 5.9 Legal Officers.

57) S'il existe dans votre système la fonction de Rechtspfleger (ou fonction équivalente), veuillez décrire brièvement leur statut et leurs fonctions:

There are 29 "Designated Officers" within the NI Court Service who have statutory authority to:-
Administer Oaths

Sign certain court summons/orders

Administer other functions including Admiralty Marshall

3. 1. 3. Procureurs

58) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents). Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA).

Nombre

NA

Commentaire :

59) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

60) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents) Si les données ne sont pas disponibles veuillez le préciser (NA)

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

Nombre

.

Commentaire :

3. 1. 4. Budget des tribunaux et nouvelles technologies

61) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	Oui	Oui	Oui	Oui
Président du tribunal	Non	Non	Non	Non
Directeur administratif du tribunal	Oui	Oui	Oui	Oui
Greffier en chef	Oui	Non	Oui	Oui
Autre	Non	Non	Non	Oui

62) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

Other includes administrative staff who provide analysis reports, process invoices and escalate budgetary issues to their office managers which may arise.

63) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Traitement de texte	Oui	Non	Non	Non
Base de données électronique pour la jurisprudence	Oui	Non	Non	Non
Dossiers électroniques	Oui	Non	Non	Non
E-mail	Oui	Non	Non	Non
Connexion internet	Oui	Non	Non	Non

64) Pour l'administration et gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	Oui	Non	Non	Non
Système d'information sur la gestion du tribunal	Oui	Non	Non	Non
Système d'information financière	Oui	Non	Non	Non

65) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	Non	Non	Oui	Non
Site internet spécifique	Oui	Non	Non	Non
Autres moyens de communication électronique	Non	Non	Oui	Non

66) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

NISRA – Business Development Group, 4th Floor, Laganside House, Belfast

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

67) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

68) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre ?

Veillez préciser :

We also record case disposal types, and defendant details.

69) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

The NI Court Service has a number of strategic and corporate objectives which are reported on, on a quarterly basis.

70) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance (si non, veuillez passer à la question 72):

- Oui
 Non

71) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice :

- nouvelles affaires
 durée des procédures (délais)
 affaires terminées
 affaires pendantes et stocks d'affaires
 productivité des juges et des personnels des tribunaux

- pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
- exécution des décisions pénales
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- coûts des procédures judiciaires
- autre

Veillez préciser :

These are a number of these targets which apply as contained within the NI Court Service Business Plan 2009/10.

<http://www.courtsni.gov.uk/NR/rdonlyres/57A0C9CB-373F-4982-A750-98B1303C615F/0/BusinessPlan310709.pdf>

72) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge? (si non, veuillez passer à la question 74)?

- Oui
- Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
- Autre

Si autre, veuillez préciser :

74) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux (si non, veuillez passer à la question 77)?

- Oui
- Non

75) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature ou une instance supérieure)
- autre

Si autre, veuillez préciser :

76) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

Case listing targets and case disposal targets apply in all court tiers along with various other targets in relation to responding to correspondence, and issued administrative judgements etc.

77) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performance des tribunaux :

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la justice
- organe d'inspection
- Cour Suprême ?
- organe d'audit extérieur ?
- autre

Si autre, veuillez préciser :

NISRA provide quality assured statistical reports. All management grades are also responsible for evaluating the performance of their business areas/teams on a periodic basis to ensure targets are on track to be met.

78) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Customer Service Excellence Standards apply for how we interact and inform customers of services etc. An NVQ is also being developed for Court Clerks, but this is not yet in place.

79) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
- Non

80) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
- en matière pénale ?
- en matière administrative ?

81) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

This area is under review.

82) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

Oui

Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation):

Quarterly performance reports, annual customer service surveys & periodic Courts Inspectorate assessments.

83) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

They are a separate organisation.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

84) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience (jugements par défaut)? Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

NA

85) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année):

86) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence. Si les données ne sont pas disponibles veuillez l'indiquer (NA).

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	NA	NA	NA	NA
Procédures civiles - Article 6§1 (non-exécution)	NA	NA	NA	NA
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	NA	NA	NA	NA

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

87) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

Veuillez préciser:

Emergency applications can be made in each of these areas.

88) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
 en matière pénale (petites infractions) ?

en matière administrative ?

Veillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

Default judgement procedures exist in the civil cases and administrative cases. Criminal cases include fixed penalty cases issued by prosecuting authorities and enforced by the Court.

89) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Case Progression Officers are in place in the Criminal Courts, and case management by the Judiciary exists in the majority of the business areas.

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles, et administratives

90) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	NA	NA	NA	NA
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	NA	NA	NA	NA
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NA	NA	NA	NA
3 Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	NA	NA
4 Affaires relatives au registre foncier**	NA	NA	NA	NA
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NA	NA	NA	NA
6 Affaires administratives*	NA	NA	NA	NA
7 Autres	NA	NA	NA	NA
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	NA	NA	NA	NA
8 Affaires pénales (infractions graves)	NA	NA	NA	NA
9 Petites infractions	NA	NA	NA	NA

91) Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales - définition des petites infractions et des infractions graves):

92) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses): veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas

disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 91.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales et, si possible les taux d'appel pour certaines catégories d'affaires):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (contentieuses et non contentieuses)	NA	NA	NA	NA
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	NA	NA	NA	NA
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NA	NA	NA	NA
3 Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	NA	NA
4 Affaires relatives au registre foncier**	NA	NA	NA	NA
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NA	NA	NA	NA
6 Affaires administratives	NA	NA	NA	NA
7 Autres	NA	NA	NA	NA
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	NA	NA	NA	NA
8 Affaires pénales (infractions graves)	NA	NA	NA	NA
9 Petites infractions	NA	NA	NA	NA

Commentaire :

93) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

*** Veuillez indiquer (dans les commentaires ci-dessous) quels types d'affaires sont inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives**

**** le cas échéant**

Veuillez vérifier la cohérence des données tel qu'expliqué à la question 88.

Commentaires (y compris concernant les types d'affaires inclus dans le total des affaires civiles, commerciales et administratives et les types d'affaires pénales, ainsi que les possibles limitations des recours devant la plus haute juridiction):

	Affaires pendantes au 1 janvier 2008	Nouvelles d'affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives	NA	NA	NA	NA

1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	NA	NA	NA	NA
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	NA	NA	NA	NA
3 Affaires relatives à l'exécution	NA	NA	NA	NA
4 Affaires relatives au registre foncier**	NA	NA	NA	NA
5 Affaires relatives au registre du commerce**	NA	NA	NA	NA
6 Affaires administratives	NA	NA	NA	NA
7 Autres	NA	NA	NA	NA
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	NA	NA	NA	NA
8 Affaires pénales (infractions graves)	NA	NA	NA	NA
9 Petites infractions	NA	NA	NA	NA

Commentaire :

94) Nombre d'affaires de divorces contentieux, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

	Affaires pendantes au 1er janvier 2008	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre 2008
Divorces contentieux				
Licenciements				
Vols avec violence				
Homicides volontaires				

95) Durée moyenne des procédures, en jours (à partir de la date de saisine du tribunal), nombre d'affaires pendantes de plus de 3 ans et % d'affaires ayant fait l'objet d'un appel: veuillez compléter le tableau Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance (durée moyenne)	2ème instance (durée moyenne)	Total de la procédure (moyenne durée totale)
Divorces contentieux	NA	NA	NA	NA	NA
Licenciements	NA	NA	NA	NA	NA
Vols avec violence	NA	NA	NA	NA	NA
Homicides volontaires	NA	NA	NA	NA	NA

Commentaire :

96) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux):

As contained within the Matrimonial Causes Rules (Northern Ireland) 1981

**97) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ?
Veuillez décrire la méthode de calcul.**

NA

98) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- mener des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser :

99) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

100) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus, et préciser notamment si les données indiquées incluent ou non le contentieux en matière de code de la route:

	Reçues par le procureur	Classées sans suite par le procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	Portées par le procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance						

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 90 à 95 et 100:

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

101) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

Judges, other than the posts of Lord Chief Justice and Lord Justices of Appeal, are recommended for appointment by an independent Commission that determines the selection process. All judicial posts have an eligibility criteria set by statute - additional criteria can be included. The Commission (Northern Ireland Judicial Appointments Commission) conduct the selection process and make recommendations to the Lord Chancellor. On occasions there is a statutory duty to consult the Lord Chief Justice etc. The Lord Chancellor may accept the recommendation and he or the Monarch makes the appointment.

102) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges?
- une instance composée seulement de non juges?
- une instance composée de juges et de non juges?

103) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges
There is restricted promotion for judges in NI as most posts are filled by open competition organised by an independent Commission. However the posts of Lord Chief Justice and Lord Justices of Appeal are made from existing judicial office holders. The process of appointment/promotion is agreed with the Lord Chancellor.

104) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? Veuillez préciser:

The eligibility criteria for appointment to the 2 judicial offices that are filled by promotion are set in statute. Additional criteria and the actual promotion process/procedures are agreed with the Lord Chancellor on each occasion an appointment/promotion is to take place.

105) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue

expérience juridique (par exemple des avocats)

- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser:

106) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

107) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

108) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? Veuillez préciser.

109) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
- Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

110) Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges? Si oui, quelle en est la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les juges		

111) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs?

- Oui
- Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

112) Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs? Si oui, quelle en est

la durée?

	Oui	Durée de la période probatoire (en années)
Durée de la période probatoire pour les procureurs		

113) Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges/procureurs, qu'elle est la durée du mandat ? Est-il renouvelable?**Veillez préciser la durée**pour les juges? Ouipour les procureurs Oui**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

114) Nature de la formation des juges. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

115) Fréquence de la formation des juges

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Oui	Non
Formation continue générale	Non	Oui	Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	Non	Non	Oui
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	Non	Non	Oui
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Oui

116) Nature de la formation des procureurs. Est-elle obligatoire ?

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

117) Fréquence de la formation des procureurs

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	Non	Non	Non
Formation continue générale	Non	Non	Non
Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)	Non	Non	Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. procureur général et/ou gestionnaire)	Non	Non	Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	Non	Non	Non

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

118) Salaires des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessous:

	Salaire annuel brut (€)	Salaire annuel net (€)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	105515	58988
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	176899	101273
Procureur au début de sa carrière		
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours		

Commentaire :

With judicial pay there is no such thing as standard net pay because it varies depending on each judicial officers National Insurance code, tax code and rate of contribution to the pension scheme. Averages have been provided to the answer to question 118.

119) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	Non	Non
Retraite spécifique	Oui	Non
Logement de fonction	Non	Non
Autre avantage financier	Oui	Non

120) Si autre avantage financier, veuillez préciser:**121) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :**

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Non	Non	Oui
Recherche et publication	Oui	Oui	Non
Non	Non	Non	Oui
Consultant	Non	Non	Oui
Fonction culturelle	Non	Oui	Non
Autre fonction	Oui	Oui	Non

122) Si autre fonction, veuillez préciser :

Judicial appointments in Northern Ireland are for life. Any offer of appointment is made in the understanding that the appointee will not return to practice. No member of the judiciary should hold a commercial directorship. There is no objection to a member of the judiciary having shares in commercial companies or taking part in the management of a family estate or farming his/her own land. Equally, there are some forms of non-commercial directorship, which a member of the judiciary may hold without objection.

The Judiciary can be involved in a charitable organisation.

123) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres fonctions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	
Enseignement	Non	Non	Non
Recherche et publication	Non	Non	Non
Non	Non	Non	Non
Consultant	Non	Non	Non
Fonction culturelle	Non	Non	Non
Autre fonction			

	Non	Non	Non
--	-----	-----	-----

124) Si autre fonction, veuillez préciser :

125) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour répondre à la question 118:

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

126) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser:

127) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

128) Nombre de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	2	
1. Faute déontologique		
2. Insuffisance professionnelle		
3. Délit pénal		
4. Autre		

Commentaire :

129) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des juges et des procureurs: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

--	--	--

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	2	
1. Réprimande		
2. Suspension		
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire		
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement		
8. Démission		
9. Autre		

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

130) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA).

3057

2439 solicitors

618 barristers

131) Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ? Si non, veuillez aller à la question 133

- Oui
- Non
- Non applicable

132) Nombre de conseillers juridiques. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

133) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice? (plusieurs options sont possibles)

- Affaires civiles*
- Affaires pénales* - Défendeur
- Affaires pénales* - Victime
- Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

Non lawyer representation might occur in some tribunals.

A victim is not separately represented in a criminal case.

Parties may represent themselves in any case.

134) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
- un barreau régional ?
- un barreau local ?

Veuillez préciser :

The Law Society of Northern Ireland

The Bar Council

Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions 130 et 132:

6. 1. 2. Formation

135) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
 Non

136) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
 Non

137) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

138) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui
 Non

Veuillez apporter toute précision permettant d'interpréter la réponse ci-dessus
It is difficult to predict in advance the fee for court proceedings where the case is complex and the length of any trial unknown.

139) Les honoraires des avocats sont-ils

- réglementés par la loi ?
 réglementés par le Barreau ?
 librement négociés ?

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:
Costs in proceedings are prescribed or determined after the proceedings by a judicial office holder where they cannot be agreed.

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

140) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

141) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

All lawyers are required to be educated to a particular standard and to have completed professional training before being entitled to practice.

142) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

The legal profession has a complaints system. It is possible to challenge the fees billed.

143) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires

- le juge ?
 le ministère de la justice ?
 une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The legal profession is responsible for its own disciplinary procedures.

144) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel				

Commentaire :

During 2008 the Law Society (responsible for solicitors) examined 317 complaints and the Bar Council (responsible for barristers) 29. We are not able to break the numbers down into categories. Further information would have to be obtained by Council of Europe from the professions directly.

145) Sanctions prononcées à l'encontre des avocats: veuillez compléter le tableau. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus:

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel					

Commentaire :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

7. Mesures alternatives au règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

146) Existe-t-il des procédures de médiation dans le système judiciaire ? Si non, veuillez aller à la question 151

- Oui
 Non

147) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation

	Possibilité de médiation privée proposée par le juge ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique (autre que le tribunal)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	Oui	Oui	Non	Non	Non
Affaires familiales (ex. divorce)	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Affaires administratives	Non	Oui	Non	Non	Non
Licenciements	Non	Non	Non	Non	Non
Affaires pénales	Non	Non	Non	Non	Non

148) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Northern Ireland Legal Services Commission (NILSC) currently funds mediation services in family proceedings. By the end of 2010/11, NILSC plans to have developed a network of civil legal service providers to promote development of alternative approaches to dispute resolution and proposed new funding code procedures should also assist in this aim. There is no provision for mediation in employment tribunals or criminal cases.

149) Nombre de médiateurs accrédités. Si les données ne sont pas disponibles, veuillez l'indiquer (NA)

NA

150) Veuillez indiquer le nombre total de procédures de médiation par catégories d'affaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

les affaires civiles ?	NA
les affaires familiales ?	NA
les affaires administratives ?	NA
les affaires de licenciements ?	NAP
les affaires pénales ?	NAP

Veillez indiquer la source pour la réponse à la question 150 :

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

151) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives au règlement des litiges (par ex. arbitrage, conciliation) ? Veuillez préciser:

Commercial actions in the Court of Judicature of Northern Ireland may benefit from a voluntary mediation practice, Alternative Dispute Resolution (ADR). Mediation is suggested to the parties as part of the judicial process of review of commercial actions. The process is conducted by neutral, professionally trained experts.

The Law Society of Northern Ireland operates a Dispute Resolution Service (DRS) which is not limited to court-referred matters but can be undertaken at any stage of a dispute. The DRS operates through a panel of solicitors and barristers who are trained and accredited to act as mediators on behalf of the parties.

Barnardo's Newry Family Resource Centre (NFRC) has developed a mediation model to be used in the family court arena. The model entails a court-associated practice that sits within the context of the family proceedings court and benefits from supportive judiciary and legal representatives. Evaluation suggests that the model is effective, resolving disputes amicably and saving valuable court time.

From 01 October 2009, with the introduction of the 'Guide to Case Management in Public Law Proceedings' if a Health & Social Care Trust has concerns which lead it to believe that a child has suffered or is likely to suffer significant harm, the Trust must invite parents/those with parental responsibility to a meeting where the parties try to reach agreement to prevent the issue of court proceedings or where this is not possible, to narrow the issues so that such proceedings can be dealt with more quickly. In this instance, parents/those with parental responsibility are entitled to seek free legal advice and assistance which is funded by the NILSC.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système de mesures alternatives au règlement des litiges et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

The Department of Health, Social Services and Public Safety have commissioned Family Mediation Northern Ireland (FMNI) to publish the guide 'Separation in Northern Ireland – Family Mediation' and associated DVD as a resource to assist families experiencing separation or divorce. A number of referrals to mediation services come through the courts. The Department (in association with FMNI) are taking forward accredited training for mediators to increase the availability and capacity of appropriate mediation services in Northern Ireland.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

152) Existe-t-il dans votre système judiciaire des agents d'exécution? Si non, veuillez aller à la question 154

- Oui
 Non

153) Nombre d'agents d'exécution . Si la donnée n'est pas disponible, veuillez l'indiquer (NA).

16

154) Les agents d'exécution sont-ils (plusieurs choix possibles):

- des juges ?
 des huissiers de justice exerçant en profession libérale réglementée par les autorités publiques ?
 des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
 d'autres agents d'exécutions ?

Veuillez préciser leur statut et leurs compétences (pouvoirs):

In the Enforcement of Judgments Office (EJO) an Enforcement Agent are the Master (Enforcement of Judgments Office) the Chief Enforcement Officer and Enforcement Officers. All have a Statutory powers made under the Judgments Enforcement (NI) Order 1981. They also exercise their functions in accordance with Article 8 of the Judgments Enforcement (NI) Order 1981.

The Master is appointed under Section 70 of the Judicature (NI) Act 1978. His role is to

- Exercise of judicial functions and discretion in determining contested cases
- Ensure the all legislative requirements are followed
- To make orders of enforcement (by application of the Chief Enforcement Officer)

The Chief Enforcement Officer is designated by the Lord Chancellor has the powers to issue summons to compel debtors to a means examination, issue specific enforcement orders and make certain applications for enforcement to the EJO Master.

An Enforcement Officer is designated by the Lord Chancellor and is responsible for the completion of means reports, the service of certain enforcement orders and the execution of Orders for Delivery of Possession of Land and Orders for the Delivery of Possession of Goods and Orders of Seizure.

155) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
 Non
 Non applicable

156) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?
- non applicable

157) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non
- Non applicable

158) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- librement négociés ?
- non applicable

Veillez indiquer la source de la réponse à la question 153:

8. 1. 2. Supervision

159) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

- Oui
- Non
- Non applicable

160) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
- le juge ?
- le ministère de la justice ?
- le procureur ?
- autre ?

Veillez préciser :

The Lord Chief Justice for Northern Ireland would have supervision and control of the EJO Master, whilst the Chief Enforcement Officer and Enforcement Officers are under the supervision and control of the Northern Ireland Court Service.

161) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non
 Non applicable

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

162) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

163) Disposez-vous d'un système de contrôle de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

8. 1. 3. **Plaintes et sanctions**

164) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ?

Veillez n'en indiquer que 3 au maximum

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques ?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veillez préciser:

Most complaints regarding length of time to wait or delays.

165) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

166) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

- pour les affaires civiles ?
 pour les affaires administratives ?

167) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

- entre 1 et 5 jours
 entre 6 et 10 jours
 entre 11 et 30 jours
 plus

Veuillez préciser

168) Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de procédures disciplinaires initiées	NA
pour faute déontologique	NA
pour insuffisance professionnelle	NA
pour délit pénal	NA
Autre	NA

169) Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations.

Nombre total de sanctions	NA
Réprimande	NA
Suspension	NA
Révocation	NA
Amende	NA
Autre	NA

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre
- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les réponses aux questions 167, 168 et 169 :

8. 2. Exécution des décisions pénales

8. 2. 1. Fonctionnement

170) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur) :

171) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Work is on going to improve the recovery rate of court fines through the use of Fine Collection Officers.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

172) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non allez à la question 177

- Oui
 Non

173) Les notaires ont-ils un statut (dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations):

- | | |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| privé (sans contrôle par une autorité publique)? | <input checked="" type="checkbox"/> nombre |
| de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics? | <input type="checkbox"/> nombre |
| public? | <input type="checkbox"/> nombre |
| autre ? | <input type="checkbox"/> nombre |

Commentaire :

Notaries public in Northern Ireland must be practising solicitors. They are appointed, and may have their appointment revoked, by the Lord Chief Justice.

174) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

Veillez indiquer la source pour répondre à la question 173

9. 1. 2. Supervision

175) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

176) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires:

- une instance professionnelle ?
 le juge ?

- le ministère de la justice ?
- le procureur ?
- autre ?
- non applicable

Veillez préciser :

See below

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données indiquées dans ce chapitre**
- **les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en œuvre au cours des deux dernières années**

Section 112(1) of the Judicature Act (NI) 1978 provides for the Lord Chief Justice, in accordance with rules of court, to appoint notaries public. Order 107 of the Rules of the Court of Judicature of Northern Ireland provides that the Lord Chief Justice may at any time revoke the appointment or vary the conditions or limits of any appointment. This is subject to the Lord Chief Justice's right to specify the conditions, territory, duration or purpose of an appointment.

A notary public in Northern Ireland must be a practising solicitor of at least 6 years' standing. A notary public who ceases to practise as a solicitor shall cease to be a notary public.

The College of Notaries of Northern Ireland is preparing a Code of Conduct which will provide a common framework of regulations within which all notaries public in NI shall operate.

10. Interprètes judiciaires

10. 1. fonction

10. 1. 1. Statut

177) Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé?

- Oui
 Non

178) La fonction d'interprète judiciaire est-elle régulée?

- Oui
 Non

179) Nombre d'interprètes judiciaires. Dans les cas où les données ne sont pas disponibles (NA) ou ne s'appliquent pas (NAP) veuillez l'indiquer dans le tableau en utilisant les bonnes abréviations

NA

180) Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Interpreters (in all court hearings other than Crown Court trials) are bound by their agency's Code of Practice and by Terms of Reference agreed between Northern Ireland Court Service and the interpreting agency. All interpreters must have attained OCN Level III in Community Interpreting. Interpreters in Crown Court trials are subject to the National Register of Public Service Interpreters Code of Conduct and as part of their admission to this Register must possess the Institute of Linguists Diploma in Public Service Interpreting (DPSI) / CCI (forerunner to DPSI) or Metropolitan Police Test (post 1997) or Equivalent Level Interpreting Qualification at Honours Degree level and have more than 400 hours of proven Public Service Interpreting (PSI) experience undertaken in the UK.

181) Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires?

- Oui
 Non

Veuillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus (notamment: si non, quelle est l'instance chargée de sélectionner les interprètes?):

An agency, CONNECT-NICEM, provides interpreters to the criminal justice system in Northern Ireland. This agency is a social economy enterprise and charity which was successful in winning a contract to provide interpreting services to government agencies in the criminal justice system in Northern Ireland in April 2009. Although not a signatory to this contract, Northern Ireland Court Service also uses this agency to provide interpreters for in-court foreign language interpreting services. CONNECT-NICEM is responsible for selecting individual interpreters from their list of approved interpreters, or from the National Register of Public Service Interpreters for Crown Court trials.

11. Fonctionnement de la justice

11. 1. Réformes envisagées

11. 1. 1. Réformes

182) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? Par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. Veuillez préciser:

Currently responsibility for justice matters in Northern Ireland (including the courts and judiciary) lies with the UK Parliament. When the NI Assembly requests that these matters be devolved to it, Parliament will bring forward the necessary legislation which is currently being drafted. On devolution of justice a new Department of Justice will be created in Northern Ireland. Planning for the creation of that Department is underway.

We are considering the jurisdiction of county courts with a view to allowing more civil cases to be heard at local venues rather than in the High Court in Belfast. The geographical jurisdiction of courts is also under consideration with a view to minimising unnecessary boundaries.

There is an on-going programme to reform our legal aid legislation, covering both 'criminal' and 'other than criminal' cases. In broad terms, the intention is neither to enlarge, nor to reduce, the scope of the legal aid scheme. Rather, the Government's intention is to target the public funding made available for legal aid to those areas of work which are regarded as having the highest priority.

We have committed to taking forward a range of reforms aimed at improving fine collection and reducing the number of offenders who end up in prison for defaulting on a fine.

The reforms include:

- providing better information about the offender's means to the court to help it decide whether a fine should be imposed, and if so, the appropriate level;
- providing alternatives to committal for default;
- extending an administrative fine collection scheme to encourage payment before default mechanisms are implemented;
- considering powers for civilian based enforcement of fines.

We are considering reforms in other areas of work. However, these proposals have not yet been given ministerial clearance or obtained judicial approval. If the Committee so wishes, we can provide further details on these reforms once agreement has been obtained.